

DU MENSONGE EN POLITIQUE

Réflexions sur les documents du Pentagone

« Ce n'est pas un très joli spectacle que de voir la première des superpuissances mondiales tuer ou blesser chaque semaine des milliers de non-combattants, en s'efforçant de contraindre une petite nation arriérée à accepter une solution dont les mérites restent fortement contestés. »

Robert S. McNAMARA.

I

Des documents du Pentagone, ainsi qu'il arrive fréquemment dans l'histoire, des lecteurs différents pourront tirer des enseignements fort divers. Les uns estiment qu'ils viennent enfin de comprendre que le Vietnam représentait l'aboutissement « logique » de la guerre froide ou de l'idéologie anticommuniste ; d'autres qu'il s'agit là d'une occasion unique de reprendre les processus où s'empêtrèrent les décisions gouvernementales ; mais la plupart se retrouvent d'accord pour penser que le problème fondamental posé par ces documents est celui de la tromperie. À tout le moins est-il évident que ce fut ce qui préoccupa ceux qui eurent à choisir, parmi ces documents, ceux

qui devaient être publiés dans le *New York Times* ; il est au moins probable qu'il en fut de même pour les hommes qui préparèrent la publication des quarante-sept volumes que comporte le rapport original¹. La célèbre crise de confiance envers le gouvernement, que nous connaissons depuis six longues années, a soudain pris des proportions énormes. Dans les sables mouvants des déclarations mensongères de toute espèce, de la tromperie consciente ou de l'autosuggestion où risquent fort de s'enliser les lecteurs qui désirent pénétrer la substance de ces documents, il nous faut bien reconnaître, malheureusement, l'infrastructure de toute la politique intérieure et étrangère des États-Unis depuis près de dix années.

Du fait de l'ampleur prise par l'intention de pratiquer l'insincérité en matière politique au plus haut niveau du gouvernement, et du degré auquel, parallèlement, le mensonge a pu proliférer au sein de tous les services officiels, tant civils que militaires — les fallacieux décomptes de pertes des missions de « recherche et de destruction » de l'ennemi, les comptes rendus faussés des dommages causés par les bombardements aériens², les rapports faisant état des « progrès accomplis », adressés à Washington par des responsables sachant qu'ils serviraient à apprécier l'importance et

1. Comme le déclare Leslie H. Gelb, qui dirigeait l'équipe chargée de ce travail : « Il faut tenir compte avant tout de ce point crucial : la confiance accordée à la politique du gouvernement. » Voir « Today's Lessons from the Pentagon Papers », *Life*, 17 septembre 1971.

2. Ralph STAVINS, Richard J. BARNET et Marcus G. RASKIN, *Washington Plans an Aggressive War*, New York, 1971, pp. 185-187.

la qualité de leurs services¹ – on serait tenté d'oublier tout un arrière-plan historique qui n'est pas exactement révélateur d'innocence et de vertu et auquel il faut se référer dans l'appréciation de ce nouvel épisode.

Le secret – ce qu'on appelle diplomatiquement la « discrétion », ou encore *arcana imperii*, les mystères du pouvoir –, la tromperie, la falsification délibérée et le mensonge pur et simple employés comme moyens légitimes de parvenir à la réalisation d'objectifs politiques font partie de l'histoire aussi loin qu'on remonte dans le passé. La vérité n'a jamais figuré au nombre des vertus politiques, et le mensonge a toujours été considéré comme un moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques. Qui prend la peine de réfléchir à ce propos ne pourra qu'être frappé de voir à quel point notre pensée politique et philosophique traditionnelle a négligé de prêter attention, d'une part à la nature de l'action et, de l'autre, à notre aptitude à déformer, par la pensée et par la parole, tout ce qui se présente clairement comme un fait réel. Cette sorte de capacité active, voire agressive, est bien différente de notre tendance passive à l'erreur, à l'illusion, aux distorsions de la mémoire, et à tout ce qui peut être imputé aux insuffisances des mécanismes de la pensée et de la sensibilité.

Un des traits marquants de l'action humaine est qu'elle entreprend toujours du nouveau, ce qui ne signifie pas qu'elle puisse alors partir de rien, créer

1. Daniel ELLSBERG, « The Quagmire Myth and the Stalemate Machine », *Public Policy*, printemps 1971, pp. 262-263. Voir également Leslie H. GELB, « Vietnam: The System Worked », *Foreign Policy*, été 1971, p. 153.

à partir du néant. On ne peut faire place à une action nouvelle qu'à partir du déplacement ou de la destruction de ce qui préexistait et de la modification de l'état de choses existant. Ces transformations ne sont possibles que du fait que nous possédons la faculté de nous écarter par la pensée de notre environnement et d'*imaginer* que les choses pourraient être différentes de ce qu'elles sont en réalité. Autrement dit, la négation délibérée de la réalité – la capacité de mentir – et la possibilité de modifier les faits – celle d'agir – sont intimement liées ; elles procèdent l'une et l'autre de la même source : l'imagination. Car il ne va pas de soi que nous soyons capables de *dire* : « le soleil brille », à l'instant même où il pleut (certaines lésions cérébrales entraînent la perte de cette faculté) ; ce fait indique plutôt que, tout en étant parfaitement aptes à appréhender le monde par les sens et le raisonnement, nous ne sommes pas insérés, rattachés à lui, de la façon dont une partie est inséparable du tout. Nous sommes *libres* de changer le monde et d'y introduire de la nouveauté. Sans cette liberté mentale de reconnaître ou de nier l'existence, de dire « oui » ou « non » – en exprimant notre approbation ou notre désaccord non seulement en face d'une proposition ou d'une déclaration, mais aux réalités telles qu'elles nous sont données, sans contestation possible, par nos organes de perception et de connaissance –, il n'y aurait aucune possibilité d'action ; et l'action est évidemment la substance même dont est faite la politique¹.

1. Pour une étude d'ordre général, concernant les rapports entre la vérité des faits et la politique, voir, dans notre ouvrage :

Il faut ainsi nous souvenir, quand nous parlons de mensonge, et particulièrement du mensonge chez les hommes d'action, que celui-ci ne s'est pas introduit dans la politique à la suite de quelque accident dû à l'humanité pécheresse. De ce fait, l'indignation morale n'est pas susceptible de le faire disparaître. La falsification délibérée porte sur une réalité *contingente*, c'est-à-dire sur une matière qui n'est pas porteuse d'une vérité intrinsèque et intangible, qui pourrait être autre qu'elle n'est. L'historien sait à quel point est vulnérable la trame des réalités parmi lesquelles nous vivons notre existence quotidienne ; elle peut sans cesse être déchirée par l'effet de mensonges isolés, mise en pièces par les propagandes organisées et mensongères de groupes, de nations, de classes, ou rejetée et déformée, souvent soigneusement dissimulée sous d'épaisses couches de fictions, ou simplement écartée, aux fins d'être ainsi rejetée dans l'oubli. Pour que les faits soient assurés de trouver durablement place dans le domaine de la vie publique, il leur faut le témoignage du souvenir et la justification de témoins dignes de foi. Il en résulte qu'aucune déclaration portant sur des faits ne peut être entièrement à l'abri du doute – aussi invulnérable à toute forme d'attaques que, par exemple, cette affirmation : deux et deux font quatre.

C'est cette fragilité qui fait que, *jusqu'à un certain point*, il est si facile et si tentant de tromper. La

Between Past and Future. Exercises in Political Thought, le chapitre « Truth and Politics », seconde édition, New York, 1968 ; tr. fr., *La Crise de la culture*, Gallimard, 1972, chap. vii : « Vérité et politique ».

tromperie n'entre jamais en conflit avec la raison, car les choses auraient pu se passer effectivement de la façon dont le menteur le prétend. Le mensonge est souvent plus plausible, plus tentant pour la raison que la réalité, car le menteur possède le grand avantage de savoir d'avance ce que le public souhaite entendre ou s'attend à entendre. Sa version a été préparée à l'intention du public, en s'attachant tout particulièrement à la crédibilité, tandis que la réalité a cette habitude déconcertante de nous mettre en présence de l'inattendu, auquel nous n'étions nullement préparés.

En temps normal, la réalité, qui n'a pas d'équivalent, vient confondre le menteur. Quelle que soit l'ampleur de la trame mensongère que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais, même avec le concours des ordinateurs, à recouvrir la texture entière du réel. Le menteur, qui pourra peut-être faire illusion, quel que soit le nombre de ses mensonges isolés, ne pourra le faire en ce qui concerne le principe même du mensonge. C'est là une des leçons que l'on pourrait tirer des expériences totalitaires, et de cette effrayante confiance des dirigeants totalitaires dans le pouvoir du mensonge – dans leur aptitude, par exemple, à réécrire sans cesse l'histoire, à adapter l'interprétation du passé aux nécessités de la « ligne politique » du présent, ou à éliminer toutes les données qui ne cadrent pas avec leur idéologie. Ainsi, ils prouveront que, dans un système d'économie socialiste, il n'existe pas de chômage en refusant de reconnaître son existence ; dès lors, un chômeur n'est plus qu'une entité non existante.

Les résultats de telles expériences, effectuées par des hommes disposant des moyens de la violence,

sont assez effrayants, mais ils ne disposent pas du pouvoir d'abuser indéfiniment. Poussé au-delà d'une certaine limite, le mensonge produit des résultats contraires au but recherché ; cette limite est atteinte quand le public auquel le mensonge est destiné est contraint, afin de pouvoir survivre, d'ignorer la frontière qui sépare la vérité du mensonge. Quand nous sommes convaincus que certaines actions sont pour nous d'une nécessité vitale, il n'importe plus que cette croyance se fonde sur le mensonge ou sur la vérité ; la vérité en laquelle on peut se fier disparaît entièrement de la vie publique, et avec elle disparaît le principal facteur de stabilité dans le perpétuel mouvement des affaires humaines.

Aux nombreuses formes de l'art de mentir élaborées dans le passé, il nous faut désormais ajouter deux variétés plus récentes. Tout d'abord, cette forme apparemment anodine qu'utilisent les responsables des relations publiques dans l'administration, dont les talents procèdent en droite ligne des inventions de Madison Avenue. Les relations publiques ne sont qu'une variété de la publicité ; elles proviennent donc de la société de consommation, avec son appétit immodéré de produits divers à distribuer par l'intermédiaire d'une économie de marché. Ce qui est gênant, dans la mentalité du spécialiste de relations publiques, c'est qu'il se préoccupe simplement d'opinions et de « bonne volonté », des bonnes dispositions de l'acheteur, c'est-à-dire de données dont la réalité concrète est presque nulle. Il peut ainsi être amené à considérer qu'il n'y a aucune limite à ses inventions, car il lui manque la faculté d'agir de l'homme politique, le pouvoir de « créer » des faits

et, en conséquence, cette dimension de la simple réalité quotidienne qui assigne des limites au pouvoir et ramène sur terre les forces de l'imagination.

La seule limite qui s'impose à l'action du spécialiste de relations publiques se présente lorsqu'il s'aperçoit de l'impossibilité de « vendre » certaines opinions ou certaines convictions politiques à ces mêmes personnes qu'il aurait pu « manipuler » pour leur faire acheter une certaine marque de savon – mais ces opinions peuvent évidemment leur être imposées par la terreur. Ainsi la prémisses psychologique de la possibilité de manipuler les hommes est devenue l'un des principaux produits en vente sur le marché de l'opinion, l'opinion publique ou celle des spécialistes. Mais les doctrines de ce genre ne changent rien à la façon dont se forment les opinions et n'empêchent pas ceux dont l'opinion est faite d'agir conformément à leurs propres vues. Si l'on exclut la terreur, la seule façon d'influencer leur comportement est encore de recourir à la très ancienne méthode de la carotte et du bâton. Peut-on s'étonner que les intellectuels de la présente génération, qui ont grandi dans l'atmosphère d'une publicité effrénée, et à qui l'on enseigne que la politique est faite, pour une part, de la fabrication d'une certaine « image » et, pour l'autre, de l'art de faire croire en la réalité de cette image, en reviennent, presque automatiquement, à recommander l'usage de la carotte et du bâton chaque fois que la situation devient trop grave et déborde les cadres de la théorie ? La plus grande désillusion que l'aventure vietnamienne a pu leur apporter est sans doute d'avoir découvert qu'il existe des hommes capables de rester

insensibles à l'appel de la carotte comme à la menace du bâton.

(Si bizarre que cela paraisse, le Président des États-Unis est la seule personne qui soit susceptible d'être la victime idéale d'une intoxication totale. Du fait de l'immensité de sa tâche, il doit s'entourer de conseillers, les « responsables de la sécurité nationale », selon l'expression de Richard J. Barnet, qui « exercent leur pouvoir simplement en filtrant les informations destinées au Président et en interprétant à son intention le monde extérieur¹ ». Le Président, est-on tenté de dire, l'homme qui possède en principe le plus grand pouvoir dans le plus puissant de tous les États, est le seul, dans cet État, dont la faculté de décision puisse être déterminée à l'avance. Certes, cela n'est possible que si l'exécutif a rompu tous les liens qui le rattachent à l'autorité législative du Congrès ; c'est ce qui se produit logiquement, dans notre système de gouvernement, quand les pouvoirs du Sénat sont systématiquement réduits, ou qu'il répugne à les exercer, et à donner son avis sur la politique étrangère. Nous savons désormais qu'une des fonctions du Sénat est de protéger les organes de décision du pouvoir des influences et des humeurs passagères qui agitent la société dans son ensemble – en l'espèce, des foudrades de notre société de consommation et des spécialistes de relations publiques qui se chargent d'y pourvoir.)

Une seconde variété nouvelle de l'art de mentir, moins fréquemment utilisée dans la vie quotidienne, joue un rôle plus important dans les documents du

1. Voir STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 199.

Pentagone. Elle intéresse aussi des hommes ayant reçu la meilleure formation, ceux que l'on trouve, par exemple, aux échelons les plus élevés de l'administration. Ce sont, selon l'excellente expression de Niel Sheehan, les « spécialistes de la solution des problèmes¹ » ; ils sortaient des universités et de divers instituts de recherches pour entrer dans l'administration, certains solidement armés de l'analyse de systèmes et de la théorie des jeux, et prêts, pensaient-ils, à résoudre n'importe quel « problème » de politique étrangère. Une bonne partie des membres du groupe qui fut chargé de la rédaction du rapport McNamara, composé de dix-huit militaires et de dix-huit civils, appartenant à des instituts de recherches, des universités et des services gouvernementaux, relève de cette catégorie. Il ne s'agissait certainement pas d'une « couvée de colombes » ; bien peu d'entre eux « critiquaient l'engagement des États-Unis au Vietnam² ». C'est à eux, cependant, que nous sommes redevables de ce compte rendu, véridique bien qu'incomplet, naturellement, de ce qui s'est passé au sein des organismes gouvernementaux.

Les spécialistes de la solution des problèmes ont été définis comme des hommes très sûrs d'eux-mêmes, qui « semblent rarement douter de leur aptitude à s'imposer » ; ils ont travaillé de concert avec des

1. *The Pentagon Papers*, publiés par le *New York Times*, New York, 1971, xiv. Cet essai, préparé avant la publication des éditions assurées par le service des publications officielles et par Beacon Press, se réfère uniquement aux textes figurant dans l'édition Bantam ; trad. fr., *Le Dossier du Pentagone*, Albin Michel, 1971.

2. Leslie H. GELB, *op. cit.*

militaires qui « sont considérés comme des hommes habitués à gagner des batailles¹ ». N'oublions pas que c'est à ces spécialistes de la solution des problèmes que nous devons cet effort impartial d'examen personnel critique, fort rare parmi des hommes de cette espèce, qui fait qu'ont été frustrées les tentatives des protagonistes de dissimuler leur rôle derrière l'écran protecteur du secret (à tout le moins jusqu'à ce qu'ils aient achevé la rédaction de leurs Mémoires – le plus trompeur des genres littéraires que connaisse notre temps). La parfaite intégrité des auteurs du rapport ne fait aucun doute ; M. McNamara pouvait leur faire toute confiance pour obtenir « un rapport objectif et complet », sans avoir « à se préoccuper des conséquences² ».

Mais ces qualités morales, qui méritent d'être admises, n'ont pas empêché plusieurs d'entre eux de participer pendant de longues années au jeu des tromperies et des allégations mensongères. Pleins de confiance dans « leur situation, leur formation et leur réussite³ », ils ont peut-être menti par patriotisme erroné. Mais l'important est qu'ils ont ainsi menti, moins au bénéfice de leur pays – et certainement pas pour en préserver l'existence, qui ne fut jamais menacée – qu'au bénéfice de son « image ». En dépit de leur indubitable intelligence, qui apparaît avec évidence dans maintes notes personnelles, ils étaient persuadés que la politique n'est qu'une variété des relations publiques et

1. *The Pentagon Papers*, XIV ; éd. fr., p. 14.

2. Leslie H. GELB, *op. cit.*

3. *The Pentagon Papers*, XIV ; éd. fr., p. 14.

ils se sont laissé abuser par l'ensemble des bizarres prémisses d'ordre psychologique inséparables de cette conviction.

Ils n'en étaient pas moins, à l'évidence, différents des fabricants ordinaires d'images de marque. La différence provient du fait qu'ils étaient en même temps des spécialistes de la solution des problèmes. Ils ne se contentaient donc pas de faire preuve d'intelligence, mais se targuaient en même temps de leur « rationalisme », et leur amour de la « théorie », de l'univers purement intellectuel, leur faisait rejeter tout « sentimentisme » à un point assez effrayant. Ils aspiraient à la découverte de formules, exprimées de préférence dans un langage pseudo-mathématique, susceptibles d'unifier les phénomènes les plus disparates que la réalité pouvait leur offrir ; autrement dit, ils s'efforçaient de découvrir des *lois* permettant d'expliquer l'enchaînement des faits historiques et politiques et de le prévoir, comme s'il s'agissait d'une réalité aussi nécessaire et non moins certaine que les phénomènes naturels l'étaient autrefois pour les physiciens.

Toutefois, contrairement aux spécialistes des sciences de la nature, qui ont affaire à des choses qui, quelle qu'en soit l'origine, n'ont été ni conçues ni réalisées par l'homme et ne peuvent donc être observées, comprises, et éventuellement modifiées, qu'en s'en tenant obstinément et méticuleusement à la réalité des faits —, l'historien, tout aussi bien que l'homme politique, traite de problèmes humains, qui doivent leur existence à la capacité d'action que possède l'homme, c'est-à-dire à la relative liberté dont il dispose par rapport à ce qui est. Les hommes d'action, pour autant

qu'ils estiment être maîtres de leur avenir, sont toujours tentés de se rendre également maîtres du passé. Alors que l'action les attire et qu'ils sont également férus de théories, il est peu probable qu'ils fassent preuve de la même patience que le spécialiste des sciences de la nature qui attendra que ses théories ou ses explications hypothétiques aient été confirmées ou réfutées par les faits. Ils seront tentés, par contre, de faire concorder la réalité envisagée par eux – qui, après tout, est un produit de l'action humaine et aurait donc pu prendre une autre forme – avec leurs théories, écartant ainsi mentalement sa *contingence* déconcertante.

L'aversion de la raison à l'égard de la contingence est très forte ; Hegel, générateur de toute la pensée utopique moderne, n'a-t-il pas affirmé que « l'unique intention de la contemplation philosophique est l'élimination de l'accidentel¹ » ? Dans cette aversion aux racines profondes, on retrouve l'origine d'une bonne part de cet arsenal utilisé par la théorie politique moderne – la théorie des jeux et l'analyse des systèmes, les scénarios composés à l'intention d'« auditoires » imaginaires, et l'énumération méticuleuse d'« options », d'ordinaire au nombre de trois, A, B et C, A et C représentant les solutions extrêmes et opposées, et B constituant la « solution logique » des problèmes, celle de la voie moyenne. L'erreur, dans ce mode de pensée, consiste d'abord à imposer des choix entre des solutions qui paraissent mutuellement

1. *Die philosophische Weltgeschichte. Entwurf von 1830 :*
« Die philosophische Betrachtung hat keine andere Absicht als das Zufällige zu entfernen. »

s'exclure ; jamais la réalité ne s'offre à nous sous cette forme de prémisses aboutissant à des conclusions logiques. Le mode de pensée, qui présente A et C comme des solutions indésirables et en conséquence s'arrête à B, ne peut guère servir qu'à détourner l'attention et empêcher les facultés de jugement de s'exercer sur le nombre très élevé des possibilités réelles. Les spécialistes de la solution des problèmes ont quelque chose en commun avec les menteurs purs et simples : ils s'efforcent de se débarrasser des faits et sont persuadés que la chose est possible du fait qu'il s'agit de réalités contingentes.

En vérité, on ne peut jamais y parvenir, que ce soit au moyen de la théorie ou par la manipulation de l'opinion publique – comme si, pour annuler une réalité, il suffisait qu'un nombre assez élevé de personnes soit persuadé de son inexistence. On ne peut y parvenir que par un acte de destruction radicale – comme celui de l'assassin qui *déclare* que Madame Unetelle est morte et qui va aussitôt la supprimer. En matière politique, ce genre de destruction devrait être totale. Inutile de dire que cette volonté de destruction totale n'a jamais existé à un quelconque échelon de l'administration, en dépit du nombre effroyable de crimes de guerre commis au cours de la guerre du Vietnam. Mais lors même que cette volonté destructive existe, comme ce fut le cas pour Hitler et pour Staline, il faudrait qu'elle puisse disposer d'un pouvoir équivalant à l'omnipotence pour parvenir à ses fins. Il ne suffit pas d'assassiner Trotski et de supprimer son nom de toutes les sources historiques pour effacer le souvenir du rôle qu'il a joué dans l'histoire

de la révolution russe ; il aurait fallu pouvoir supprimer tous ceux qui furent ses contemporains et pouvoir dominer le monde entier.

II

Le fait que les documents du Pentagone posent surtout le problème des dissimulations, des contre-vérités et du rôle du mensonge délibéré, plutôt que celui des illusions, des fautes, des erreurs de calcul et autres éléments analogues, tient principalement à un fait étrange : les décisions erronées et les déclarations mensongères étaient toujours en contradiction avec les rapports étonnamment véridiques des services de renseignements, du moins tels qu'ils sont analysés dans l'édition Bantam. L'essentiel, ici, est que la politique du mensonge ne se proposait nullement d'abuser l'ennemi (c'est l'une des raisons pour lesquelles ces documents ne contiennent aucun secret militaire relevant de la loi réprimant l'espionnage) mais était principalement, sinon exclusivement, destinée à la consommation interne, à des fins de propagande et tout particulièrement aux fins de tromper le Congrès. L'incident du golfe du Tonkin, où l'ennemi connaissait parfaitement les faits, alors que la Commission des Affaires étrangères du Sénat les ignorait tous, représente ici un cas typique.

Il est peut-être plus intéressant encore de savoir que, dans cette désastreuse entreprise, presque toutes les décisions ont été prises en pleine connaissance du fait qu'elles ne pourraient probablement pas être

appliquées : ainsi les objectifs devaient-ils être sans cesse modifiés. On trouve, en premier lieu, les objectifs publiquement annoncés : « Veiller à ce que le peuple sud-vietnamien puisse librement déterminer son avenir », ou « aider le pays à gagner [son] combat contre la conspiration communiste », ou encore « contenir » la Chine et éviter le jeu de la théorie des dominos, ou préserver la réputation de l'Amérique en tant que « garantie contre la subversion »¹. À ces objectifs, Dean Rusk avait récemment ajouté celui d'empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale, bien qu'il ne soit pas mentionné explicitement dans les documents du Pentagone, et qu'il ne semble pas avoir joué un rôle dans l'évolution des événements tels que nous les connaissons. Les considérations tactiques semblaient tout aussi fluctuantes : on bombarde le Vietnam du Nord afin d'éviter « un effondrement du moral national à Saigon »², et plus particulièrement d'empêcher la chute du gouvernement du Vietnam du Sud. Mais au moment où devaient commencer les premiers raids, ce gouvernement avait été renversé, le « désordre le plus total » régnait à Saigon et il fallut retarder les raids jusqu'à ce que l'on ait découvert une justification nouvelle³. L'objectif fut alors de contraindre Hanoï à « interrompre l'action du Vietcong et du Pathet Lao », objectif que le comité des chefs d'état-major lui-même n'espérait pas atteindre ; car, déclarait-il, « il serait vain d'en

1. *The Pentagon Papers*, p. 190 ; éd. fr., p. 217.

2. *Ibid.*, p. 312 ; éd. fr., p. 340.

3. *Ibid.*, p. 392 ; éd. fr., p. 420.

conclure [que ces actions] pussent avoir un effet décisif »¹.

À partir de 1965, la notion d'une victoire décisive passa à l'arrière-plan et l'objectif fut « de convaincre l'ennemi qu'il ne pourrait jamais parvenir à vaincre » (c'est nous qui soulignons). Du fait que l'ennemi refusait de se laisser convaincre, un nouvel objectif apparut : « éviter une défaite humiliante », comme si, dans la guerre, la défaite ne pouvait avoir d'autre sens que celui de l'humiliation. Ce qu'indiquent bien les documents du Pentagone, c'est la hantise de la défaite et de ses conséquences, non sur le bien-être de la nation, mais « sur la *réputation* des États-Unis et de leur Président ». Ainsi, peu auparavant, au cours des très nombreuses discussions concernant l'opportunité de l'utilisation de troupes terrestres contre le Vietnam du Nord, le principal argument invoqué à l'encontre de cette forme d'engagement n'était pas la crainte de la défaite elle-même, ou l'inquiétude sur le sort des troupes en cas de retrait, mais bien : « une fois les troupes... sur place, il sera difficile de les retirer... sans *admettre ipso facto la défaite*² ». (C'est nous qui soulignons.) Il était fait état, en fin de compte, de l'objectif « politique » consistant à « montrer au monde jusqu'où les États-Unis peuvent aller pour soutenir un ami » et « pour tenir leurs engagements³ ».

Tous ces objectifs coexistaient, péle-mêle apparemment, sans que l'un d'entre eux ait la possibilité

1. *Ibid.*, p. 240 ; éd. fr., p. 271.

2. *Ibid.*, p. 437 ; éd. fr., p. 465.

3. *Ibid.*, pp. 434 et 436 ; éd. fr., pp. 462 et 464.

de se substituer à ceux qui l'avaient précédé. Car chacun devait répondre à l'attente d'un « public » différent, et chacun devait être accompagné d'un « scénario » différent. L'énumération fréquemment citée, due à John T. McNaughton en 1965, des objectifs des États-Unis : « 70 % – Éviter une défaite américaine humiliante (pour conserver la crédibilité de notre garantie) ; 20 % – Préserver le territoire du Sud Vietnam (et les régions adjacentes) de la mainmise chinoise ; 10 % – Permettre au peuple du Sud Vietnam de bénéficier d'un genre de vie meilleur et plus libre »¹ est réconfortante par sa franchise ; mais sans doute se proposait-elle d'apporter un peu d'ordre et de clarté dans les débats que n'a cessé de soulever cette question troublante : pourquoi étions-nous engagés dans une guerre, et cela au Vietnam ? Dans un précédent mémorandum daté de 1964, McNaughton avait montré, involontairement peut-être, à quel point, même à cette première période de la sanglante aventure, il lui était difficile de croire que l'on puisse atteindre un quelconque résultat substantiel : « Même si le Sud Vietnam devait se désintégrer complètement sous nos yeux, nous devrions essayer de maintenir son intégrité assez longtemps pour nous permettre d'évacuer nos troupes et pour *persuader le monde* du caractère unique du conflit sud-vietnamien² et de l'impossibilité d'y apporter une solution satisfaisante. » (C'est nous qui soulignons.)

1. *Ibid.*, p. 432 ; éd. fr., p. 460.

2. *Ibid.*, p. 368 ; éd. fr., p. 395. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

« Persuader le monde » ; prouver que « les États-Unis étaient un « bon médecin », soucieux de tenir ses promesses, sachant prendre des risques, et, sans crainte du sang versé, prêt à frapper durement l'ennemi »¹ ; faire « d'un petit pays arriéré » dépourvu de toute importance stratégique, « *un test* de la capacité des États-Unis à aider une nation à affronter une guerre communiste de "libération"² » (c'est nous qui soulignons) ; sauvegarder l'image de la toute-puissance, « notre leadership mondial³ » ; démontrer « la volonté et la capacité [des États-Unis] d'imposer leur point de vue en matière internationale⁴ » ; prouver « la crédibilité des engagements que nous avons contractés vis-à-vis de nos alliés et de nos amis⁵ » ; en résumé, « nous *comporter* (c'est nous qui soulignons) comme la plus grande puissance du monde » pour la seule raison qu'il nous faut convaincre le monde de ce « simple fait » (comme le déclarait Walt Rostow)⁶, tel fut le seul objectif poursuivi en permanence, et qui, dès le début de la présidence de Johnson, a rejeté tous les autres à l'arrière-plan, ainsi que toutes les théories, la théorie des dominos et celle de la stratégie anticommuniste des premiers stades de la guerre froide, aussi bien que la stratégie anti-insurrectionnelle tant prônée par l'équipe du président Kennedy.

1. *Ibid.*, p. 255 ; éd. fr., p. 285. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

2. *Ibid.*, p. 278 ; éd. fr., p. 307.

3. *Ibid.*, p. 600 ; éd. fr., p. 621.

4. *Ibid.*, p. 255 ; éd. fr., p. 284. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

5. *Ibid.*, p. 600 ; éd. fr., p. 621.

6. *Ibid.*, p. 256 ; éd. fr., p. 285.

L'objectif primordial n'était en fin de compte ni la puissance, ni le profit. Ce n'était pas même d'accroître l'influence des États-Unis dans le monde pour la mettre au service d'intérêts précis et tangibles qui avaient besoin du prestige, de l'image de « la plus grande puissance mondiale ». L'objectif était désormais la formation même de cette image, comme cela ressort à l'évidence du langage utilisé par les spécialistes de la solution des problèmes, avec ses termes de « scénarios » et de « publics », empruntés au vocabulaire du théâtre. Pour parvenir à cet objectif primordial, toutes les politiques devinrent des moyens à court terme et interchangeables, jusqu'à ce que, en fin de compte, les signes annonciateurs de la défaite commençant à apparaître dans cette longue guerre d'usure, l'objectif ne fut plus alors d'éviter l'humiliation de la défaite, mais de découvrir les moyens permettant d'éviter de la reconnaître et de « sauver la face ».

Faire de la présentation d'une certaine image la base de toute une politique – chercher, non pas la conquête du monde, mais à l'emporter dans une bataille dont l'enjeu est « l'esprit des gens » – voilà bien quelque chose de nouveau dans cet immense amas de folies humaines enregistré par l'histoire. Cette entreprise a été poursuivie non par une nation de troisième ordre prête à faire étalage de prétendus mérites pour dissimuler ses insuffisances, ni par l'une des anciennes puissances coloniales ayant perdu sa position au cours de la Seconde Guerre mondiale, et qui aurait été tentée de bluffer, comme le fit de Gaulle, pour recouvrer une certaine prééminence, mais bien par la « puissance prédominante » à la fin de la guerre. Il est peut-être

naturel que des dirigeants élus – qui doivent tant, ou sont *persuadés* qu'ils doivent tant, aux animateurs de leur campagne électorale – croient en la toute-puissance de la manipulation sur l'esprit des hommes et pensent qu'elle peut permettre de dominer réellement le monde. (Une rumeur, dont la rubrique « Notes et commentaires » du *New Yorker* s'est récemment fait l'écho, et selon laquelle « l'équipe Nixon-Agnew projetait une campagne organisée et dirigée par Herb Klein, directeur de l'information, et visant à détruire la "crédibilité" de la presse avant les élections présidentielles de 1972 », paraît être en parfait accord avec cette mentalité caractéristique du spécialiste des relations publiques¹.)

Ce qui surprend, c'est l'ardeur avec laquelle des douzaines d'« intellectuels » apportèrent leur soutien enthousiaste à cette entreprise axée sur l'imaginaire, peut-être parce qu'ils étaient fascinés par l'ampleur des exercices intellectuels qu'elle paraissait exiger. Répétons-le, pour ces spécialistes de la solution des problèmes, accoutumés à transcrire, partout où cela est possible, les éléments de la réalité dans le froid langage des chiffres et des pourcentages, il peut être tout naturel de ne pas avoir conscience de l'effroyable et silencieuse misère que leurs « solutions » – la pacification et les transferts de populations, la défoliation, l'emploi du napalm et des projectiles antipersonnel – réservaient à un peuple « ami » qu'il leur fallait « sauver », et à un « ennemi » qui, avant que nous l'attaquions, n'avait ni l'intention ni le pouvoir

1. *The New Yorker*, 10 juillet 1971.

de nous être hostile. Mais puisqu'ils se préoccupaient de l'état d'esprit des gens, il est étonnant qu'aucun d'eux n'ait pressenti que le « monde » pourrait bien s'effrayer de l'amitié de l'Amérique et de ses engagements quand on lui « montrait » et lui faisait contempler « jusqu'à quel point les États-Unis pourront aller pour [les] tenir »¹. Mais ni la réalité ni le sens commun ne pouvaient atteindre l'esprit des spécialistes de la solution des problèmes² qui continuaient, imperturbablement, à préparer leurs scénarios « appropriés à chacun des publics » dont il fallait modifier l'état d'esprit – « les communistes (à qui nous devons faire subir des pressions énergiques), les Sud-Vietnamiens (dont il faut « remonter » le moral) ; nos alliés (qui doivent avoir confiance en nous comme garants) et l'opinion publique des États-Unis elle-même (qui doit approuver les risques que nous prenons avec les vies des soldats américains et le prestige de notre pays) »³.

Nous savons aujourd'hui à quel point on a pu se tromper sur tous ces publics ; dans une excellente étude, incluse dans l'ouvrage *Washington Plans an Aggressive War*, Richard J. Barnet estime que « la guerre a pris une tournure désastreuse du fait que les responsables de la sécurité nationale se sont constamment trompés sur les réactions de chaque public⁴ ». Mais la principale erreur, l'erreur de jugement fondamentale,

1. *The Pentagon Papers*, p. 436 ; éd. fr., p. 464.

2. « Tous les services s'occupant des Affaires étrangères étaient devenus une maison sans fenêtres », Leslie H. Gelb, *Life*, *op. cit.*

3. *The Pentagon Papers*, p. 438 ; éd. fr., p. 467.

4. In STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 209.

fut de s'adresser à ces publics en employant le langage de la guerre, de décider de problèmes militaires « dans une perspective politique et de relations publiques » (en ce cas le terme « politique » renvoyait à la perspective des prochaines élections présidentielles, et celui de « relations publiques » à l'image des États-Unis dans le monde) et de songer non aux risques réels, mais aux « techniques permettant de minimiser les conséquences d'une issue défavorable ». À cet effet on recommanda, parmi d'autres propositions, « le lancement d'"offensives" » de diversion ailleurs dans le monde en même temps que la création d'« un programme de lutte "contre la pauvreté" dans les pays sous-développés¹ ». À aucun moment il ne semble être venu à l'esprit de McNaughton, l'auteur de ce mémorandum, homme exceptionnellement intelligent sans aucun doute, que ces opérations de diversion, contrairement à ce qui se passe au théâtre, auraient des conséquences graves et totalement imprévisibles, qu'elles allaient bouleverser le monde même dans lequel les États-Unis opéraient et poursuivaient cette guerre.

C'est cet éloignement des réalités qui frappera sans cesse l'esprit du lecteur des documents du Pentagone qui aura la patience d'en achever la lecture. Dans l'essai ci-dessus mentionné, Richard J. Barnet déclare à ce propos : « Le modèle que la bureaucratie avait conçu faisait totalement abstraction des réalités ; les faits, obstinés et résistants, que tant de spécialistes de l'analyse des renseignements, payés fort cher, devaient

1. *The Pentagon Papers*, p. 438 ; éd. fr., p. 467. (Traduction rectifiée. N.d.E.)

rassembler, étaient délibérément laissés de côté¹. » Je ne suis pas sûr que l'on doive se contenter dans ce cas d'invoquer les maux de la bureaucratie, bien qu'ils aient certainement facilité cette mise à l'écart des faits. À tout le moins, les rapports, ou plutôt l'absence des rapports, entre les faits et les décisions prises, et entre les services officiels, civils ou militaires, et les services de renseignements, est peut-être le secret le plus étonnant, et certainement le mieux gardé, que nous ont révélé les documents du Pentagone.

Il serait d'un très grand intérêt de savoir comment les services de renseignements sont parvenus à serrer d'aussi près la réalité, dans cette « atmosphère digne d'Alice au pays des merveilles », que les documents attribuent à l'étrange fonctionnement du gouvernement de Saigon, mais qui semble plutôt, rétrospectivement, caractériser plus particulièrement le monde détaché des réalités où étaient définis les objectifs politiques et où les décisions d'ordre militaire étaient arrêtées. En effet le rôle que jouèrent à l'origine les services de renseignements en Asie du Sud-Est était loin d'être prometteur. Nous trouvons, au début des documents du Pentagone, le rappel de la décision, prise dans les premières années de l'administration Eisenhower, de se lancer dans des « opérations de guerre clandestine », au temps où le pouvoir exécutif estimait encore qu'il était nécessaire, pour s'engager dans la guerre, d'obtenir l'autorisation du Congrès. Le président Eisenhower était démodé au point de garder le respect de la Constitution. Il prit contact

1. In STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 24.

avec les dirigeants du Congrès et, s'étant convaincu que celui-ci se refuserait à soutenir un engagement officiel, il décida de ne pas intervenir ouvertement¹. Plus tard, quand, au début de la présidence de John Kennedy, des « opérations militaires ouvertes », c'est-à-dire comportant l'envoi d'« unités combattantes » furent envisagées, « la question de l'autorisation du Congrès pour se livrer à des actes de guerre caractérisés contre une nation souveraine ne fut jamais sérieusement soulevée² ». Et même, lorsque, pendant la présidence de Johnson, des puissances étrangères furent informées en détail de nos projets de bombardement du Vietnam du Nord, il ne semble pas que les leaders du Congrès aient jamais été informés ou consultés de façon similaire³.

Au cours de la présidence d'Eisenhower, la Mission militaire à Saigon fut créée, sous le commandement du colonel Edward Lansdale, et chargée « d'entreprendre des opérations paramilitaires contre l'ennemi et d'organiser la guerre politico-psychologique⁴ ». Cela se traduisit en pratique par l'impression et la diffusion de tracts contenant des allégations mensongères fausement attribuées au camp adverse, par la détérioration... des moteurs d'autobus, « à Hanoï avant le départ des Français par l'organisation » d'une classe d'anglais destinée « aux maîtresses des personnalités importantes », et par la rétribution des services

1. *The Pentagon Papers*, pp. 5 et 11 ; éd. fr., pp. 33 et 39.

2. *Ibid.*, p. 268 ; éd. fr., p. 296.

3. *Ibid.*, pp. 334-335 ; éd. fr., pp. 360-361.

4. *Ibid.*, p. 16 ; éd. fr., p. 43.

d'astrologues vietnamiens¹. Cette phase bouffonne se prolongea jusqu'au début des années 1960, jusqu'à ce que les militaires aient pris le relais. Après la fin de la présidence de Kennedy, la doctrine de la lutte anti-insurrectionnelle passa au second plan – peut-être parce qu'on s'était aperçu, lors du renversement de Diem, que les forces spéciales vietnamiennes, financées par la C.I.A., étaient devenues en fait les « centurions » de M. Nhu, frère et conseiller politique de Diem².

Les sections des services de renseignements chargées de l'analyse de la situation réelle étaient séparées des opérations clandestines qui pouvaient encore se poursuivre sur le terrain, ce qui signifiait que leur rôle, en ce qui les concernait, se limitait à recueillir des informations, et qu'elles n'étaient pas chargées de créer elles-mêmes l'événement. Elles n'étaient nullement contraintes de faire état de résultats positifs et ne subissaient aucune pression de Washington quant à la fourniture de bonnes nouvelles propres à alimenter les organismes chargés des relations publiques, ou à la préparation de mirifiques histoires « d'un progrès continu, d'une amélioration réellement miraculeuse, d'une année sur l'autre³ ». Elles bénéficiaient d'une indépendance relative, et de ce fait, elles n'ont pas cessé de dire la vérité, d'une année sur l'autre. Apparemment, les hommes de ces services de renseignements ne déclaraient pas « à leurs supérieurs

1. *Ibid.*, pp. 15 et suiv. ; éd. fr., pp. 43 et suivantes.

2. *Ibid.*, p. 166 ; éd. fr., p. 196.

3. *Ibid.*, p. 25 ; éd. fr., p. 51.

ce qu'ils pensaient que ceux-ci voulaient entendre », « l'appréciation de la situation n'était [pas] effectuée par ceux qui étaient chargés de l'exécution » ; aucun officier supérieur de ces services ne paraît avoir fait à l'un de ses subordonnés une réflexion du genre de celle que faisait un général de division à l'un de ses conseillers qui insistait sur la nécessité d'indiquer la présence persistante, dans son secteur, de villages vietcong non pacifiés : « Mon garçon, c'est vous qui rédigez le compte rendu sur nos activités ici. Pourquoi vouloir nous lâcher ?¹ » Il semble bien également que les responsables de l'appréciation des renseignements recueillis aient été à cent lieues des spécialistes de la solution des problèmes, avec leur mépris pour les faits et le caractère accidentel de ceux-ci. Ils ont payé le prix de cet avantage objectif, en ce sens que leurs rapports n'ont pas exercé la moindre influence sur les propositions et les décisions du Conseil national de sécurité.

Après 1963, les seules traces d'opérations clandestines que l'on puisse découvrir proviennent de la « stratégie de provocation », de fâcheuse mémoire, c'est-à-dire de tout un programme d'« essais délibérés tendant à provoquer la République démocratique du Vietnam à prendre des initiatives qui justifieraient une campagne aérienne américaine systématique² ». Ce genre de tactique ne saurait être assimilée aux ruses de guerre. Ce sont là des procédés caractéristiques des

1. L. H. GELB, in *Foreign Policy*, *op. cit.* ; ELLSBERG, *op. cit.*

2. *The Pentagon Papers*, p. 313 ; éd. fr., p. 340. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

services de police secrète, utilisés d'une façon tristement notoire et avec des résultats décevants par les agents de l'Okhrana lorsque, à l'époque du déclin de la Russie tsariste, ils organisaient des attentats spectaculaires « servant malgré eux les idées de ceux qu'ils entendaient dénoncer¹ ».

III

Il y a finalement une disparité totale entre les faits, tels qu'ils étaient établis par les services de renseignements et parfois par les responsables des décisions eux-mêmes (comme ce fut notamment le cas pour McNamara), et souvent connus du public informé, et les prémisses, les théories et les hypothèses qui servent finalement de base aux décisions. Il est impossible de comprendre l'ampleur désastreuse de nos échecs au cours de ces années si l'on ne garde pas présente à l'esprit l'intégralité de cette disparité. Je rappellerai, en conséquence, quelques exemples parmi les plus caractéristiques.

En ce qui concerne la théorie des dominos, formulée pour la première fois en 1950² et qui a pu survivre, comme on l'a reconnu, « aux événements les plus considérables », on peut rappeler qu'à la question posée par le président Johnson en 1964 : « Est-ce que le reste du Sud-Est asiatique tombera nécessairement

1. Maurice LAPORTE, *L'Histoire de l'Okhrana*, Paris, 1935, p. 25.

2. *The Pentagon Papers*, p. 6 ; éd. fr., p. 34.

si le Laos et le Sud-Vietnam passent sous l'emprise du Nord-Vietnam ? », la C.I.A. avait répondu : « À l'exception peut-être du Cambodge, ... il est probable qu'aucune nation dans ce secteur ne succombera rapidement au communisme à la suite de notre départ du Laos ou du Sud-Vietnam¹. » Lorsque cinq années plus tard, la même question fut posée par l'administration Nixon, celle-ci « fut informée par les services de la C.I.A... que [les États-Unis] pouvaient immédiatement se retirer du Sud Vietnam, et que l'ensemble de l'Asie du Sud-Est demeurerait dans l'état où il se trouve actuellement, au moins pendant une génération² ». Selon les documents du Pentagone, cette théorie ne semble avoir été acceptée dans son sens littéral que par le comité des chefs d'état-major, M. [Walt W.] Rostow et le général [Maxwell] Taylor³, mais le point important ici est que ceux-là mêmes qui ne l'acceptaient pas l'utilisaient cependant, non seulement dans des déclarations publiques, mais également dans la réflexion préliminaire à leurs décisions.

Quant aux allégations selon lesquelles les insurgés du Vietnam du Sud seraient « soutenus et dirigés de l'extérieur » par une « conspiration communiste », les services de renseignements estimaient, en 1961, que « 80 à 90 % des effectifs vietcong, estimés approximativement à 17 000 hommes, venaient du recrutement local et qu'il y avait peu d'indices permettant de croire

1. *Ibid.*, pp. 253-254 ; éd. fr., p. 283.

2. *The Chicago Sun-Times*, cité dans le *New York Times*, « The Week in Review », 27 juin 1971.

3. *The Pentagon Papers*, p. 254 ; éd. fr., p. 284.

qu'ils comptaient sur des ravitaillements extérieurs¹ ». Trois années plus tard la situation était la même : d'après un rapport des services de renseignements daté de 1964, « la source première de la force communiste au Sud-Vietnam est autochtone² ». Autrement dit, le fait élémentaire qu'il s'agissait d'une guerre civile au Vietnam du Sud n'était pas ignoré des milieux responsables. Le sénateur Mike Mansfield n'avertissait-il pas le président Kennedy, dès 1962, que l'envoi de renforts militaires au Vietnam du Sud signifiait que « les Américains allaient intervenir de façon décisive dans une guerre civile... [ce qui] ne pouvait manquer de porter atteinte au prestige de l'Amérique en Asie et de toute façon n'aiderait pas les Sud-Vietnamiens à devenir autonomes³ » ?

La décision de bombarder le Vietnam du Nord fut cependant prise, en partie en raison de la théorie selon laquelle « il suffit, pour étouffer une révolution, de la couper de ses sources de renforts et de fournitures extérieures ». On supposait que les bombardements allaient « briser la volonté » du Vietnam du Nord de soutenir les rebelles du Sud, bien que les responsables des décisions (McNaughton en l'occurrence) fussent suffisamment informés du caractère profondément autochtone de la rébellion pour douter que le Vietcong « obéirait » à un Vietnam du Nord « venu à résipiscence⁴ », tandis que le comité des chefs d'état-major

1. *Ibid.*, p. 98 ; éd. fr., p. 126.

2. *Ibid.*, p. 242 ; éd. fr., p. 272. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

3. ELLSBERG, *op. cit.*, p. 247.

4. *The Pentagon Papers*, p. 433 ; éd. fr., p. 461.

ne croyait pas que ces efforts « pussent avoir un effet décisif » en premier lieu sur la volonté de Hanoi¹... En 1965, selon un rapport rédigé par McNamara, les membres du Conseil national de sécurité étaient d'accord pour penser que le Vietnam du Nord « n'allait pas vraisemblablement s'avouer vaincu... et, de toute façon, s'il devait finalement renoncer au combat, ce serait plus vraisemblablement par suite d'une défaite du Vietcong dans le Sud qu'en raison des dommages provoqués par les bombardements² ».

Étaient invoquées finalement, venant immédiatement après la théorie des dominos, les grandioses motivations stratégiques, basées sur le postulat d'une conspiration communiste monolithique mondiale et celui de l'existence d'un bloc sino-soviétique, et en outre sur l'hypothèse de visées expansionnistes chinoises. L'idée qu'il était nécessaire de « contenir » la Chine a été réfutée, en cette année 1971, par le président Nixon ; mais dans un rapport qui date de plus de quatre ans, McNamara écrivait déjà : « Dans la mesure où notre intervention initiale et notre action au Vietnam étaient motivées par la nécessité de la "contenir", nous avons déjà atteint nos objectifs³ » ; deux années seulement auparavant, il avait reconnu que l'objectif des États-Unis au Vietnam « n'était pas "d'aider un ami", mais de contenir la Chine⁴ ».

1. *Ibid.*, p. 240 ; éd. fr., p. 271.

2. *Ibid.*, p. 407 ; éd. fr., p. 435.

3. *Ibid.*, p. 583 ; éd. fr., p. 608. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

4. *Ibid.*, p. 342 ; éd. fr., p. 368.

Ceux qui s'opposent à la guerre ont dénoncé toutes ces théories parce qu'elles étaient contredites par l'évidence des faits – tels que l'inexistence d'un bloc sino-soviétique, familière pour tous ceux qui connaissent l'histoire de la révolution chinoise, l'hostilité résolue de Staline, et les divisions du mouvement communiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un certain nombre de ces critiques ont été plus loin et ils ont élaboré une théorie qui leur est propre : l'Amérique qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, est apparue comme la première puissance, se serait lancée depuis lors dans une politique impérialiste, dans le but de s'assurer finalement la domination du monde. Cette théorie aurait l'avantage de pouvoir expliquer l'absence d'intérêt national dans toute l'entreprise vietnamienne – une politique impérialiste s'est toujours caractérisée par le fait qu'elle n'est ni guidée ni limitée par les intérêts nationaux et les frontières territoriales. Toutefois, il serait bien difficile d'expliquer ainsi pourquoi les États-Unis s'obstinaient aussi follement à gaspiller « leurs ressources à l'endroit où elles ne servent à rien » (ainsi qu'avait eu le courage de le déclarer au président George Ball, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans l'administration Johnson et seul conseiller à avoir osé rompre avec le tabou pour recommander le retrait immédiat des troupes¹).

Car il était clair qu'il ne s'agissait nullement de « ne disposer que de moyens limités pour atteindre des buts disproportionnés² ». Était-ce un objectif trop

1. *Ibid.*, p. 414 ; éd. fr., p. 442.

2. *Ibid.*, p. 584 ; éd. fr., p. 609. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

ambitieux pour une « superpuissance » que d'ajouter un petit État à la liste de sa clientèle ou de vaincre « un petit pays arriéré » ? Il s'agissait plutôt d'un incroyable exemple d'utilisation de moyens excessifs en vue d'atteindre un objectif mineur dans une région d'intérêt marginal. Ce fut précisément cette inévitable impression d'enlissement et d'obstination qui conduisit dans le pays « bon nombre de personnes à se persuader que la classe dirigeante est devenue folle ; beaucoup estiment que nous tentons d'imposer par la force une certaine image de l'Amérique à des peuples lointains que nous ne comprenons pas... et que cette tentative est poussée jusqu'à l'absurde », ainsi que l'écrivait McNaughton en 1967¹.

À tout le moins, on ne trouvera rien, dans l'édition Bantam des documents du Pentagone, qui soit susceptible de confirmer la théorie d'une stratégie impériale de grande envergure. À deux reprises seulement il y est fait mention de l'intérêt de pouvoir disposer de bases terrestres, maritimes et aériennes, dont l'importance est si décisive du point de vue d'une stratégie impérialiste – une fois dans un document du comité des chefs d'état-major qui précise que notre « aptitude à entreprendre des opérations militaires limitées » serait « fortement » réduite si « la perte du contrôle des territoires de l'Asie du Sud-Est » devait entraîner la perte « des bases aériennes, terrestres et maritimes² » ; et une autre fois dans le rapport McNamara de 1964, qui déclare explicitement : « Nous ne

1. *Ibid.*, pp. 534-535 ; éd. fr., p. 563.

2. *Ibid.*, p. 153 ; éd. fr., p. 184. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

demandons *pas* qu'il [le Vietnam du Sud] serve de base occidentale ou qu'il participe à une alliance occidentale » (c'est nous qui soulignons)¹. Au cours de cette période, les seules déclarations publiques quasi véridiques du gouvernement américain n'ont fait que répéter cette formule rituelle, infiniment moins vraisemblable que d'autres notions caractéristiques des relations publiques, selon laquelle nous ne recherchions aucun avantage territorial ni aucun autre profit tangible.

Il ne faut pas en déduire qu'après la défaite des puissances coloniales l'Amérique se serait trouvée dans l'impossibilité d'envisager une politique à l'échelle mondiale à résonances impérialistes. Les documents du Pentagone, si dépourvus dans l'ensemble de nouveautés spectaculaires, nous révèlent cependant un menu fait, considéré jusqu'alors, à ma connaissance, comme un bruit sans fondement, et qui paraît bien confirmer l'existence des chances très sérieuses que possédait une politique à l'échelle mondiale, et qui ont été gaspillées par la volonté d'imposer une certaine image et de combattre des conspirations imaginaires. Un télégramme d'un diplomate américain à Hanoï indique qu'en 1945 et 1946 Hồ Chí Minh avait écrit plusieurs lettres au président Truman, où il demandait que les États-Unis « soutiennent le principe de l'indépendance des Annamites, *comme dans le cas des Philippines*, qu'ils examinent les problèmes annamites et prennent les mesures nécessaires pour maintenir la paix mondiale, menacée par les efforts que déploient

1. *Ibid.*, p. 278 ; éd. fr., p. 307.

les Français pour reconquérir l'Indochine¹ ». (C'est nous qui soulignons.) Il est vrai que des lettres similaires avaient été adressées à d'autres pays, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, mais aucun de ces pays ne se trouvait alors en mesure d'assurer la protection sollicitée et qui aurait conduit l'Indochine à une situation de demi-autonomie, comparable à celle des autres États clients des États-Unis.

Un autre menu fait, également frappant, qui avait été mentionné à l'époque dans le *Washington Post*, figure dans une série de « documents spéciaux concernant la Chine », établis par le Département d'État en août 1969, et qui ne furent portés à la connaissance du public que lorsque Terence Smith en eut rendu compte dans le *New York Times*. En janvier 1945, Mao Tsé-toung et Chou En-lai avaient pris contact avec le président Roosevelt, « en vue de l'établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis, afin d'éviter que la Chine ne dépende totalement de l'Union soviétique » (c'est nous qui soulignons). Il semble bien que Hô Chi Minh ne reçut jamais de réponse, et il fut interdit de faire état de la démarche chinoise, parce que, selon le commentaire du professeur Allen Whiting, elle était en contradiction avec « l'image d'un communisme monolithique placé sous la direction de Moscou² ».

1. *Ibid.*, pp. 4 et 26 ; éd. fr., pp. 32 et 53.

2. *New York Times*, 29 juin 1971. À propos de ce document, M. Smith cite la déposition du professeur Whiting devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, qui figure dans le recueil *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers 1945*, vol. VII, *The Far East, China*, Washington, D. C., 1969, p. 209.

Bien que les responsables des décisions prises aient certainement eu connaissance des rapports des services de renseignements, dont ils devaient, pour ainsi dire, chaque jour écarter la substance de leur pensée, je pense qu'il est tout à fait possible qu'ils aient pu ignorer ces premiers documents, qui étaient susceptibles de détruire les bases de leurs raisonnements avant qu'elles soient devenues une théorie capable d'entraîner le pays à sa ruine. Ainsi s'expliqueraient peut-être certaines circonstances bizarres qui ont entouré la « déclassification » récente, à la fois irrégulière et inattendue, de certains documents ultra-secrets. Il est fort surprenant que la préparation des documents du Pentagone ait pu se poursuivre pendant des années, alors que le personnel de la Maison Blanche, du Département d'État et du ministère de la Défense était apparemment tenu dans l'ignorance ; mais il est encore plus stupéfiant que, lorsque cette étude eut été achevée et que des exemplaires en eurent été établis et distribués à différents services, la Maison Blanche et le Département d'État se soient déclarés incapables d'indiquer où se trouvaient les quarante-sept volumes qu'elle comportait, indiquant clairement par là que ceux que cette étude aurait dû concerner au premier chef n'y avaient jamais prêté la moindre attention.

On peut juger par là d'un des dangers les plus graves que comporte l'usage exagéré du secret lors de la classification des documents : non seulement on refuse ainsi au peuple et à ses représentants élus toute possibilité de savoir ce qu'il leur faudrait connaître pour pouvoir se former une opinion et pour prendre des décisions, mais les responsables, qui ont toute latitude d'accéder

aux sources, demeurent eux-mêmes tranquillement plongés dans leur ignorance. Non pas que quelqu'un ait voulu ainsi délibérément les abuser, mais simplement parce que leurs conditions de travail et leurs habitudes de pensée ne leur laissaient ni le temps, ni le désir de rechercher quelques faits utilisables parmi des montagnes de documents, dont 99,5 % n'auraient jamais dû être classés comme secrets et dont la plupart ne présentent aucun intérêt pratique. Même à l'heure actuelle, alors que, du fait de leur publication dans la presse, une bonne partie de ces documents est tombée dans le domaine public, et que l'ensemble de l'étude a été communiquée aux membres du Congrès, il ne semble guère que ceux auxquels ces documents seraient le plus nécessaires en aient pris connaissance ou qu'ils aient l'intention de les lire. Ce qu'il y a de plus remarquable dans toute cette affaire c'est que, comme le remarque Tom Wicker, si l'on met à part les responsables du choix des extraits eux-mêmes, « ceux qui ont pu lire ces documents dans le *Times* ont été les premiers à les étudier sérieusement¹ », ce qui peut nous laisser rêveurs à propos de la notion des *arcana imperii*, du secret d'État, prétendument indispensable au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

Si ces brumes de mystère dont s'entourent les services gouvernementaux ont si bien pénétré dans l'esprit des autorités responsables qu'elles ne savent plus distinguer la vérité qui se trouve derrière leurs dissimulations et leurs mensonges, si bien organisé qu'ait été ce « marathon de campagnes d'information », comme

1. Tom WICKER, dans le *New York Times* du 8 juillet 1971.

disait M. Rusk, et quelles qu'en soient les formes sophistiquées, dignes de Madison Avenue, l'ensemble de l'opération destinée à tromper ne manquera pas de tomber à plat ou d'avoir un effet contraire au but recherché, c'est-à-dire de répandre la confusion au lieu de convaincre. En effet, l'efficacité de la tromperie et du mensonge dépend entièrement de la notion claire de la vérité que le menteur et le trompeur entendent dissimuler. En ce sens, la vérité, même si elle ne s'impose pas publiquement, possède en regard de tous les mensonges une inaliénable primauté.

Dans le cas du Vietnam, nous nous trouvons en présence non seulement de la confusion et du mensonge, mais aussi d'une ignorance réellement effarante et de bonne foi de tout l'arrière-plan historique du problème : non seulement les responsables des décisions paraissent ignorer les réalités bien connues de la révolution chinoise, ainsi que le diffèrent, vieux de dix ans, entre Moscou et Pékin, qui l'avait précédée, mais « à l'échelon le plus élevé personne ne paraissait savoir ou n'attachait d'importance au fait que depuis près de deux mille ans les Vietnamiens n'avaient pas cessé de combattre des envahisseurs étrangers¹ », et que l'idée selon laquelle le Vietnam serait une « petite nation arriérée » ne s'intéressant pas aux nations « civilisées », idée que partagent malheureusement nombre de ceux qui sont opposés à cette guerre, est en contradiction flagrante avec la culture très ancienne et très évoluée qui est celle des peuples de cette région. Ce dont le Vietnam est dépourvu, ce

1. BARNET, dans STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 246.

n'est pas de « culture » mais d'importance stratégique (il n'y a en Indochine « aucun objectif militaire décisif », comme l'indiquait un mémorandum du comité des chefs d'état-major en 1954)¹, pas de terrain propice aux évolutions d'une armée moderne mécanisée, pas de cible de grande importance pour des bombardements aériens. L'échec désastreux de la politique américaine d'intervention armée ne résulte pas en fait d'un enlèvement (« la politique qui consiste à faire sans cesse "un pas de plus" – chacun de ces pas promettant toujours une victoire déjà *promise* par le précédent qui devait être le dernier, et que, contrairement aux prévisions, il n'avait pas permis d'atteindre », comme la définissait Arthur Schlesinger Jr., que cite Daniel Ellsberg en dénonçant à juste titre le caractère « mythique » de cette conception)², mais bien du refus délibéré et obstiné, depuis plus de vingt-cinq ans, de toutes les réalités, historiques, politiques et géographiques.

IV

Si ce fameux enlèvement n'est autre chose qu'un modèle mythique et si l'on ne découvre aucune stratégie de grande envergure visant à la conquête du monde, pas plus que le désir de gains territoriaux, de profits divers, et moins encore un souci de sécurité nationale ; si, d'autre part, des idées générales comme celle de

1. *The Pentagon Papers*, p. 2 ; éd. fr., p. 30.

2. ELLSBERG, *op. cit.*, p. 219.

« la tragédie antique » (chère à Max Frankel et à Leslie H. Gelb), ou la légende du coup de poignard dans le dos, que les bellicistes sont toujours prêts à reprendre en face de la défaite, ne sont en aucune façon susceptibles de satisfaire le lecteur, alors la question récemment posée par Ellsberg : « *Comment ont-ils pu¹ ?* » – bien plutôt que la tromperie ou le mensonge en eux-mêmes – pourrait bien être le point fondamental de cette sinistre histoire. Car la vérité est là, après tout : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient le pays le plus riche et la puissance dominante dans le monde ; un quart de siècle plus tard, l'image du président Nixon, parlant « du géant impuissant et pitoyable », dépeint de manière regrettablement exacte l'état de la « plus grande puissance mondiale ».

« Bénéficiant d'une supériorité en puissance de feu équivalant à 1 000 contre 1² », les États-Unis, en six années de guerre ouverte, n'en ont pas moins été incapables de triompher d'une petite nation ; incapables de résoudre leurs problèmes intérieurs et d'arrêter la dégradation accélérée de leurs grandes villes, ils ont à un tel point gaspillé leurs ressources que l'inflation et la dévaluation de la monnaie menacent leur commerce extérieur et le niveau de vie de leurs habitants ; les États-Unis risquent de perdre bien plus que leurs prétentions à la domination mondiale. Et même si l'on anticipe sur le jugement des historiens futurs, qui pourront situer ces développements dans le contexte historique du xx^e siècle, où les nations vaincues au cours de

1. *Ibid.*, p. 235.

2. BARNET, dans STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 248.

deux guerres sont parvenues à se relever et à concurrencer leurs vainqueurs (surtout parce que ces vainqueurs leur avaient interdit, pendant une assez longue période, de se livrer à l'incroyable gaspillage de ressources qu'imposent les armements et les crédits militaires), il n'en demeure pas moins difficile d'accepter d'un cœur léger que tant d'efforts et de dépenses ruineuses n'aient servi qu'à démontrer l'impuissance de la force des grands – bien que l'on trouve ainsi peut-être quelques raisons de se féliciter de cette reprise, spectaculaire et inattendue, du triomphe de David sur Goliath.

La première explication qui vient à l'esprit quand on songe à répondre à la question : « Comment ont-ils pu ? » n'est pas sans rapport avec le lien qui existe entre la tromperie et l'autosuggestion. Dans le perpétuel conflit entre les déclarations publiques, toujours débordantes d'optimisme, et les rapports véridiques des services de renseignements, dépeignant une situation sombre et angoissante, les déclarations publiques devaient l'emporter du seul fait qu'elles étaient publiques. L'avantage décisif que possèdent des propositions publiquement présentées et acceptées sur ce que certaines personnes peuvent secrètement connaître ou croire est fort clairement illustré par une anecdote datant de l'époque médiévale : un guetteur, chargé de surveiller et de signaler l'approche de l'ennemi aux habitants d'une cité, sonna faussement l'alarme, et fut le dernier à courir lui-même aux créneaux afin de défendre la ville contre l'ennemi imaginaire. On peut en conclure que plus un trompeur est convaincant et réussit à convaincre, plus il a de chances de croire lui-même à ses propres mensonges.

Dans les documents du Pentagone, nous sommes en présence d'hommes qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour l'emporter dans l'esprit des gens, c'est-à-dire pour manipuler l'opinion ; mais du fait qu'ils opéraient dans un pays libre, où l'on peut avoir accès à toutes les sources d'informations, ils n'ont jamais pu y parvenir réellement. Du fait même de la position relativement élevée qu'ils occupaient dans l'appareil gouvernemental – et en dépit de la possibilité d'avoir connaissance de documents « ultra-secrets » –, ils étaient beaucoup mieux abrités vis-à-vis de cette information publique et libre, qui, de plus, dévoilait plus ou moins la vérité, que tous ceux qu'ils s'efforçaient de convaincre, et qu'ils considéraient comme de simples publics, des « majorités silencieuses », censés assister passivement aux productions des scénaristes officiels. Le fait que les documents du Pentagone n'ont guère apporté de révélations spectaculaires témoigne de l'échec des menteurs à créer un public convaincu auquel eux-mêmes seraient venus se joindre.

Toutefois, si le processus d'« autosuggestion interne¹ », comme l'a nommé Ellsberg, ne fait aucun doute, tout s'est passé comme si le processus normal de l'autosuggestion s'était renversé. Les trompeurs ont commencé par s'illusionner eux-mêmes. Du fait sans doute de la position élevée qu'ils occupaient et de leur imperturbable confiance en eux-mêmes, ils étaient tellement convaincus de pouvoir remporter un succès total, non pas sur le champ de bataille, mais dans le domaine des relations publiques, et si fermement

1. *Op. cit.*, p. 263.

assurés de la valeur de leurs postulats psychologiques quant aux possibilités illimitées de manipuler l'opinion, qu'ils ont *anticipé*, et sur la conviction généralisée, et sur la victoire dans cette bataille dont l'opinion publique était l'enjeu. Comme de toute façon ils avaient choisi de vivre à l'écart des réalités, il ne leur paraissait pas plus difficile de ne pas prêter attention au fait que leur public refusait de se laisser convaincre que de négliger les autres faits.

Le monde interne des services officiels, avec d'une part sa bureaucratie, de l'autre sa vie de société, a rendu l'autosuggestion relativement aisée. Aucune tour d'ivoire chère aux érudits n'a mieux préparé les esprits à négliger les réalités de la vie que ne l'ont fait les divers instituts de recherches pour les spécialistes de la solution des problèmes et la réputation de la Maison Blanche pour les conseillers du Président. C'est dans cette atmosphère, où la défaite paraissait beaucoup moins redoutable que la reconnaissance de la défaite, que furent élaborées les déclarations inexactes à propos de la désastreuse offensive du Têt et de l'invasion du Cambodge. Plus significatif encore est le fait que l'on ait réussi, dans ces milieux, à dissimuler la vérité sur d'aussi graves événements dans l'unique souci de la prochaine élection et afin d'éviter que le Président en exercice soit « le premier Président des États-Unis à perdre une guerre ».

Pour autant qu'il s'agissait de résoudre des problèmes et non pas de se livrer à des exercices de relations publiques, l'autosuggestion, voire ce processus d'« autosuggestion interne » ne peut pas fournir une réponse satisfaisante à la question : « Comment ont-ils pu ? »

L'autosuggestion suppose encore que l'on ait distingué au préalable entre le vrai et le faux, entre le réel et l'imaginaire, distinction qui devient étrangère à un esprit entièrement coupé des réalités. Dans le domaine de la politique, où le secret et la tromperie délibérée ont toujours joué un rôle significatif, l'autosuggestion représente le plus grand danger : le dupeur qui se dupe lui-même perd tout contact, non seulement avec son public, mais avec le monde réel, qui ne saurait manquer de le rattraper, car son esprit peut s'en abstraire mais non pas son corps. Les spécialistes de la solution des problèmes, qui connaissent tous les faits qui leur étaient régulièrement exposés par les rapports des services de renseignements, ne pouvaient avoir recours qu'à leurs techniques, c'est-à-dire aux diverses façons de transposer un contenu qualitatif en nombres et en valeurs quantitatives permettant le calcul de la solution prévue – calcul qui, inexplicablement, n'a jamais été vérifié – et cela dans le but d'éliminer, jour après jour, ce qu'ils savaient être la réalité. Ce qui fit que ces pratiques ont pu se poursuivre pendant tant d'années, c'est précisément que « les objectifs poursuivis par le gouvernement des États-Unis étaient presque exclusivement d'ordre psychologique¹ », c'est-à-dire relevaient essentiellement d'une réalité subjective.

À la lecture des mémorandums, des options et des scénarios, à voir la façon dont des projets d'opérations sont affectés de pourcentages de risques et de profits – « un risque trop grand par rapport aux avantages² » –

1. BARNET, dans STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 209.

2. *The Pentagon Papers*, p. 576 ; éd. fr., p. 602.

on a parfois l'impression que l'Asie du Sud-Est a été prise en charge par un ordinateur plutôt que par des hommes « responsables des décisions ». Les spécialistes de la solution des problèmes *n'appréciaient* pas, ils calculaient. Leur confiance en eux-mêmes n'avait même pas besoin de l'autosuggestion pour se maintenir intacte en dépit de tant d'erreurs de jugement, car elle se fondait sur une vérité purement rationnelle et mathématique. Le malheur est que cette « vérité » était dépourvue de tout lien avec les données du « problème » à résoudre. Si, par exemple, il est possible de calculer que les risques qu'une certaine action « conduise à une guerre généralisée sont bien moindres que les chances d'une éventualité contraire¹ », il ne s'ensuit pas que la décision de l'entreprendre s'impose, du fait de l'énormité et de la *nature incalculable* du risque à courir ; n'en est-il pas de même quand on évalue à 70 % les chances que le gouvernement de Saïgon parvienne à se réformer et à s'imposer, contre 30 % « de chances que nous soyons liquidés comme les Français en 1954² » ? Belle perspective sans doute pour un parieur, non pour un homme d'État³ ; le parieur lui-même ferait bien d'envisager sérieusement ce que peut signifier, dans la poursuite de sa vie quotidienne, le fait de gagner ou de perdre. La perte pourrait signifier pour lui la

1. *Ibid.*, p. 575 ; éd. fr., p. 601. (Traduction rectifiée. *N.d.E.*)

2. *Ibid.*, p. 98 ; éd. fr., p. 126.

3. Leslie H. GELB avance très sérieusement que la mentalité de « nos dirigeants » s'étant formée « au cours d'une série de paris heureux qui marquèrent le cours de leur carrière, ils ont pu espérer qu'ils retrouveraient au Vietnam une réussite du même genre ». *Life*, *op. cit.*

ruine totale, et le gain simplement une amélioration bienvenue, mais nullement indispensable, de ses ressources. Le parieur ne peut se fier de gaieté de cœur au pourcentage inférieur des risques que dans le cas où la perte ne devrait avoir pour lui aucune conséquence sérieuse, que si le fait d'avoir un peu moins d'argent à sa disposition n'est pas de nature à perturber son niveau de vie. Ce qu'il faut déplorer, dans la façon dont nous avons conduit la guerre au Vietnam du Sud, c'est qu'une telle forme de maîtrise et de contrôle, fondée sur les réalités, n'ait jamais été présente à l'esprit des responsables des décisions ou des spécialistes de la solution des problèmes.

Il est certain que la politique américaine n'avait pas d'objectifs réels, bons ou mauvais, susceptibles de contrôler ou de limiter les effets de la pure fantaisie : « On n'a recherché au Vietnam ni la conquête de territoires, ni des avantages économiques. L'unique but de cette gigantesque et coûteuse entreprise était de parvenir à créer un certain état d'esprit¹. » Si des moyens aussi importants et coûteux en vies humaines et en ressources matérielles ont pu être consacrés à des fins dépourvues de tout sens politique, il ne faut pas en chercher la raison seulement dans la surabondance regrettable des ressources de ce pays, mais aussi dans son incapacité de comprendre que le pouvoir, même celui d'une très grande puissance, comporte toujours des *limites*. À l'arrière-plan de ce cliché, constamment repris, de « la plus grande puissance mondiale », se profilait le mythe périlleux de l'omnipotence.

1. BARNET, dans STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 209.

De même qu'Eisenhower a été le dernier président à être persuadé que « l'approbation du Congrès [était nécessaire] pour engager des troupes américaines en Indochine », de même les membres de son administration furent les derniers à bien saisir que « l'affectation à ce secteur d'autre chose qu'une force symbolique serait un grave détournement des possibilités *limitées* des États-Unis » (c'est nous qui soulignons)¹. En dépit de toutes les évaluations ultérieures « des coûts, des résultats et des risques » de certaines actions, les calculateurs n'ont pas cessé de demeurer totalement inconscients de l'existence d'une limite absolue autre que psychologique. Les limites qu'ils percevaient étaient celles de l'opinion publique et de son acceptation des pertes en vies humaines, dont les chiffres ne devaient pas sensiblement dépasser, par exemple, ceux des morts dus aux accidents de la route. Mais il ne leur est apparemment jamais venu à l'esprit que même ce pays ne pouvait pas se permettre de dépasser certaines limites de dépenses sans courir à la faillite.

Cette combinaison suicidaire de l'« arrogance du pouvoir » – la recherche d'une image, et de la seule image, de l'omnipotence, tout à fait différente d'un objectif de conquête du monde, à quoi sont consacrées des ressources prétendument illimitées – et de l'arrogance de l'esprit – une confiance totalement irrationnelle dans la possibilité de mettre la réalité en équations – est devenue le leitmotiv de toutes les décisions prises et de la procédure qui y a mené depuis

1. *The Pentagon Papers*, pp. 5 et suivantes ; éd. fr., pp. 33 et 40.

le début de l'escalade en 1964. On ne saurait dire cependant que les méthodes rigoureuses d'élimination des réalités utilisées par les spécialistes de la solution des problèmes aient été à l'origine de cet implacable processus d'autodestruction.

Les spécialistes de la solution des problèmes, dont les esprits se sont égarés parce qu'ils s'étaient fiés aux facultés calculatrices de la pensée au détriment de l'aptitude de l'esprit à profiter des enseignements de l'expérience, avaient été précédés par les idéologues de la période de la guerre froide. L'anticommunisme – non pas cette ancienne hostilité de l'Amérique à l'égard du socialisme et du communisme, si forte pendant les années 1920, souvent pleine d'idées préconçues et encore cheval de bataille du parti républicain pendant la présidence de Roosevelt, mais l'idéologie globalisante de l'après-guerre – fut originellement l'œuvre d'anciens communistes qui avaient besoin d'une nouvelle idéologie pour expliquer l'histoire et en prévoir valablement l'évolution future. À la base de toutes les « théories » soutenues par Washington depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale on retrouve cette idéologie. J'ai déjà indiqué à quel point l'ignorance pure et simple de tous les faits essentiels et le refus délibéré de tenir compte des développements de l'après-guerre ont constitué une marque distinctive de toute la doctrine des milieux dirigeants. Ils n'avaient nul besoin de faits ou d'informations : ils avaient une « théorie », et toutes les données qui ne concordaient pas avec elle étaient rejetées ou délibérément ignorées.

Les méthodes de l'ancienne génération – les méthodes de M. Rusk par opposition à celles de M. McNamara – étaient apparemment moins complexes, moins cérébrales pour ainsi dire, que celles des spécialistes de la solution des problèmes, mais non moins efficaces pour protéger des réalités les responsables et pour ruiner l'aptitude de l'esprit à juger et à apprendre. Ces hommes se flattaient d'avoir compris les leçons du passé – la domination exercée par Staline sur tous les partis communistes, d'où découlait la notion d'un « communisme monolithique », et le fait que Hitler, après Munich, s'était lancé dans la guerre mondiale, d'où ils concluaient que tout geste de conciliation ne pouvait être qu'un « second Munich ». Ils étaient incapables d'apprécier la réalité en elle-même, car ils avaient toujours présent à l'esprit quelque parallèle qui les « aidait » à l'interpréter. Lorsque Johnson, alors vice-président sous Kennedy, déclara plein d'euphorie, au retour d'une tournée d'inspection au Vietnam du Sud, que Diem était le « Churchill de l'Asie », on aurait pu penser que ce jeu des parallélismes allait s'écrouler sous l'absurdité ; il n'en fut rien. L'on ne peut même pas dire que les hommes de gauche qui critiquaient la guerre aient eu un mode de pensée différent. L'extrême gauche a une propension fâcheuse à traiter de « fasciste » ou de « nazi » tout ce qui, à juste titre souvent, lui aura déplu, et à qualifier de « génocide » n'importe quel massacre, ce qui, en l'espèce, n'était pas le cas ; voilà qui ne pouvait que jouer en faveur d'une disposition d'esprit prête à passer l'éponge sur toute forme de massacre et d'autres crimes de guerre, tant qu'il ne s'agissait pas de génocide.

Les spécialistes de la solution des problèmes étaient remarquablement libres des péchés des idéologues ; ils croyaient aux méthodes mais non aux « conceptions mondiales » ; c'est pourquoi, notamment, on a pu leur faire confiance pour « rassembler tous les documents d'archives du Pentagone sur l'engagement américain¹ » d'une façon qui devait être à la fois « encyclopédique et objective² ». Mais bien qu'eux-mêmes n'aient jamais été personnellement convaincus de la valeur des justifications de la politique suivie, généralement acceptées, telles que la théorie des dominos, leurs travaux se sont poursuivis dans le climat et dans les perspectives que leur offraient ces justifications et leurs méthodes diverses de négation des réalités ; n'avaient-ils pas à convaincre, après tout, les spécialistes de la guerre froide dont l'esprit se révéla singulièrement bien préparé aux jeux abstraits qu'ils avaient à offrir ?

La façon dont les spécialistes de la guerre froide procédèrent quand la liberté leur en fut laissée est fort bien illustrée par l'application d'une des « théories » de Walt Rostow, « le plus éminent intellectuel » de l'administration Johnson. Ce fut sur cette « théorie » de Rostow que devait surtout s'appuyer la décision de bombarder le Vietnam du Nord, contrairement à l'avis de « l'équipe alors prestigieuse chargée de l'analyse des systèmes au ministère de la Défense sous la direction de McNamara ». Cette théorie semble s'être appuyée sur l'opinion de Bernard Fall, l'un des meilleurs observateurs et critique de la guerre des mieux informés ;

1. *Ibid.*, p. xx ; éd. fr., p. 21.

2. *Ibid.*, p. xviii ; éd. fr., p. 19.

celui-ci avait suggéré que « Hô Chi Minh pourrait bien cesser de soutenir toute opération de guerre dans le Sud si l'on prenait pour cibles ses nouvelles installations industrielles » (c'est nous qui soulignons)¹. Il s'agissait là d'une hypothèse, d'une possibilité réelle, qui devait être soit confirmée, soit infirmée. Mais cette remarque avait le malheur de concorder parfaitement avec les théories de W. Rostow sur les opérations de guérilla et fut aussitôt transformée en « fait » : le président Hô Chi Minh « a maintenant un complexe industriel à protéger ; ce n'est plus un guérillero qui n'a rien à perdre² ». Au regard de l'analyste, qui voit cela en rétrospective, il s'agit d'une « colossale erreur de jugement »³. Mais le fait est que cette « erreur » n'est devenue « colossale » que parce que nul ne s'est avisé de la corriger en temps utile. Il devait se révéler très rapidement que l'industrialisation du Vietnam du Nord n'avait pas été assez poussée pour lui rendre insupportables les attaques aériennes dans une guerre *limitée*, dont l'objectif, modifié avec le temps, n'était pas et n'avait jamais été de détruire l'ennemi, mais, en ses propres termes, de « briser sa volonté » ; que les Vietnamiens du Nord aient ou non été possesseurs de ce que W. Rostow considérait comme incompatible avec les aptitudes des combattants de guérilla, la volonté du gouvernement de Hanoï refusa de se laisser « briser ».

Il n'est pas douteux que cette impossibilité de distinguer entre une hypothèse plausible et le fait qui doit

1. BARNET, dans STAVINS, BARNET et RASKIN, *op. cit.*, p. 212.

2. *The Pentagon Papers*, p. 241 ; éd. fr., p. 272.

3. *Ibid.*, p. 469 ; éd. fr., p. 500.

la confirmer, c'est-à-dire le fait de traiter des hypothèses et des « théories » comme s'il s'agissait de faits établis, qui devint endémique au cours de cette période dans les sciences sociales et la psychologie, est tout à fait opposée à la rigueur des méthodes de ceux qui utilisent la théorie des jeux et l'analyse des systèmes. Néanmoins, dans les deux cas – l'inaptitude ou le refus délibéré de tirer la leçon de l'expérience ou celle des faits –, l'origine est la même.

Nous touchons là au cœur du problème, ce qui pourrait peut-être nous permettre de répondre, au moins partiellement, à la question : Comment ont-ils pu, non seulement s'engager dans cette politique, mais la poursuivre jusqu'à son terme le plus amer et le plus absurde ? Résoudre les problèmes dans l'abstrait était d'autant mieux indiqué et bienvenu que la politique et les buts poursuivis se situaient eux-mêmes en dehors des réalités. Qu'importait alors la connaissance exacte d'une Indochine qui n'était plus qu'une « épreuve-témoin » ou un domino, ou un moyen de « contenir la Chine », ou de prouver que nous sommes bien la plus puissante des superpuissances ? Ou encore que l'on envisage le bombardement du Vietnam du Nord, considéré comme un moyen de raffermir le moral des populations du Vietnam du Sud¹, sans que se manifeste vraiment l'intention de remporter une victoire décisive et de mettre fin à la guerre. Comment auraient-ils pu s'intéresser à une réalité aussi nettement définie que celle de la victoire, alors qu'ils poursuivaient la guerre sans en attendre de gains territoriaux ni d'avantages

1. *Ibid.*, p. 312 ; éd. fr., p. 340.

économiques, et pas le moins du monde pour porter secours à un ami ou pour rester fidèle à la parole donnée, pas plus que pour conserver la réalité du pouvoir, en tant que distincte de son image ?

L'engagement arrivé à ce stade, la prémisse initiale – procédant de la théorie des dominos – selon laquelle il ne fallait pas prêter attention au pays ou à la région en eux-mêmes, se transforma en cette autre idée : « ne pas prêter attention à l'ennemi », et cela en pleine guerre ! Le résultat fut qu'un ennemi pauvre, trompé et cruellement frappé, ne cessa pas de se renforcer, tandis qu'avec le temps le « pays le plus puissant du monde » ne cessait de s'affaiblir. Il se trouve aujourd'hui des historiens pour affirmer que le président Truman a pris la décision de lancer la bombe sur Hiroshima dans le but d'effrayer les Russes et d'empêcher leur mainmise sur l'Europe de l'Est (nous savons ce qu'il en advint). Il est fort possible que ce fût en effet la vraie raison, et nous pourrions alors faire remonter l'origine d'un certain refus d'envisager les conséquences réelles d'une action entreprise en vue d'un certain résultat à ce fatal crime de guerre qui mit fin à la Seconde Guerre mondiale. Quoi qu'il en soit, la doctrine Truman nous « dépeignait un monde rempli de dominos », ainsi que Leslie H. Gelb l'a remarqué.

V

Je me suis efforcée d'indiquer, au début de cette analyse, que les aspects sous lesquels j'y envisage les documents du Pentagone, ceux de la duperie, de

l'autosuggestion, de la fabrication d'images, du jeu des idéologies et de la négation des réalités, ne sont pas les seuls qui méritent d'être étudiés et d'où l'on puisse tirer des enseignements. On notera, par exemple, le fait que cet effort gigantesque et systématique d'analyse interne fut entrepris à la demande d'un des principaux responsables, que l'on a pu trouver trente-six personnes pour analyser la documentation et en tirer leurs propres conclusions, certaines d'entre elles « ayant elles-mêmes contribué à mettre en œuvre ou à exécuter les mesures politiques qu'on leur demandait ainsi d'apprécier¹ », et que l'un des participants de cette entreprise, lorsqu'il fut devenu évident que personne, à l'intérieur de l'administration, ne se souciait d'utiliser ou même de prendre connaissance des résultats de ce travail, décida de s'adresser au public en livrant une partie à la presse, et qu'en fin de compte le plus respectable des journaux du pays osa prendre la décision de donner la plus large diffusion à des documents qui avaient été classés « ultra-secrets ». Neil Sheehan a fort justement déclaré que cette décision, prise par Robert McNamara, de chercher à découvrir les erreurs commises et leurs causes « allait se révéler comme la plus importante de celles qu'il eut à prendre au cours des sept années qu'il passa au Pentagone² ». Sans aucun doute elle aura ainsi préservé, au moins pour un court instant, la réputation des États-Unis dans le monde. Il est très probable qu'en aucun autre pays du monde il n'aurait pu en être ainsi. Tout s'est passé

1. *Ibid.*, p. xviii ; éd. fr., p. 19.

2. *Ibid.*, p. ix ; éd. fr., p. 9.

comme si tous ces hommes, engagés dans une guerre injuste et à juste titre compromis par elle, s'étaient soudainement souvenus qu'ils devaient à leurs aïeux « le respect dû à l'opinion de l'humanité* ».

Un fait, maintes fois commenté, appelle une analyse plus détaillée et plus précise : les documents du Pentagone n'ont guère apporté de révélations inédites ou significatives au lecteur habituel des quotidiens et des hebdomadaires ; il n'est pas un des arguments, hostile ou favorable, rappelé dans cet « Historique de la façon dont ont été prises les décisions des États-Unis concernant la politique au Vietnam » (titre officiel du rapport) qui n'ait déjà été discuté publiquement, des années durant, dans les magazines ou au cours d'émissions de télévision ou de radio. (Les seuls éléments ignorés en la matière étaient, mis à part les positions personnelles et leurs variations, les vues divergentes des services de renseignements sur les principaux problèmes.)

Que, depuis des années, le public ait pu avoir connaissance de ce que le gouvernement s'efforçait vainement de lui dissimuler témoigne de l'intégrité et des pouvoirs de la presse avec plus de force encore que la façon dont toute l'affaire a pu être révélée par le *New York Times*. La preuve est faite désormais de la justesse d'une opinion souvent défendue : une presse libre et non corrompue a une mission d'importance considérable à remplir, qui lui permet à juste

* Rappel de l'expression figurant à la fin du premier paragraphe de la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 : *a decent respect to the opinions of mankind*. (N.d.E.)

titre de revendiquer le nom de quatrième pouvoir. Un autre problème est de savoir si le premier amendement* pourra suffire à garantir cette liberté politique particulièrement essentielle : le droit à une information véridique et non manipulée, sans quoi la liberté d'opinion n'est plus qu'une cruelle mystification.

Il y a là en fin de compte une leçon pour ceux qui, comme moi-même, estimaient que ce pays s'était lancé dans une politique impérialiste, avait totalement oublié ses anciens sentiments d'hostilité envers le colonialisme, et était peut-être en train de réussir à imposer cette *Pax americana* que le président Kennedy avait dénoncée. Quel que soit le bien-fondé de ces suspicions – et on pourrait trouver dans notre politique en Amérique latine de quoi les justifier –, il paraît désormais plus difficile pour les États-Unis que pour n'importe quelle autre grande puissance d'utiliser avec quelque chance de succès des moyens qui sont considérés comme indispensables à une politique impérialiste, tels qu'à l'occasion de petites guerres non déclarées des opérations agressives de contre-feu conduites en territoire étranger. En effet, si la démoralisation des troupes américaines atteint actuellement des proportions sans précédent – selon des chiffres cités par le *Spiegel*, on a compté, au cours de la dernière année, 89 088 déserteurs, 100 000 objecteurs de conscience et des dizaines de milliers de drogués¹ – le processus de désintégration à l'intérieur des forces

* « Le Congrès ne pourra faire aucune loi... restreignant la liberté de parole ou de la presse. » (*N.d.E.*)

1. *Der Spiegel*, n° 35, 1971.

armées avait débuté à une période beaucoup plus lointaine, et des développements similaires s'étaient déjà produits au cours de la guerre de Corée¹. Il suffit de s'entretenir avec quelques combattants de cette guerre – ou de lire le sobre et impressionnant récit de Daniel Lang dans le *New Yorker* sur l'évolution d'un cas particulièrement typique² – pour comprendre qu'une politique agressive et aventureuse ne pourrait avoir de sérieuses chances de réussite dans ce pays que s'il se produisait un changement décisif dans « les caractéristiques nationales » du peuple américain. On pourrait certes tirer le même genre de conclusions du fait qu'une opposition remarquablement forte et bien organisée s'est manifestée à différentes reprises sur le plan intérieur. Les Vietnamiens du Nord qui, pendant toutes ces années, ont observé ces développements avec la plus grande attention, y ont toujours trouvé des raisons propres à raffermir leur espoir, et il semble que leur attente n'ait pas été trompée.

Bien des choses peuvent encore changer. Mais au cours de ces derniers mois un fait est devenu très clair : les efforts mal assurés du gouvernement pour tourner les garanties constitutionnelles et pour intimider ceux qui n'entendent pas se laisser intimider et qui préfèrent la prison à une réduction de leurs libertés n'ont pas suffi et ne suffiront probablement pas à détruire un régime démocratique. Il y a quelques raisons d'espérer, avec cet ancien combattant dont D. Lang nous

1. Eugene KINKADE, « Reporter at Large », *The New Yorker*, 26 octobre 1957.

2. *The New Yorker*, 4 septembre 1971.

rapporte les paroles – un parmi deux millions et demi de ses pareils – que « la guerre pourrait bien avoir pour effet de faire voir ce pays sous un meilleur jour. Je sais, disait-il, qu'on ne peut guère parier là-dessus, mais on ne peut davantage parier sur autre chose¹ ».

1. *Ibid.*